

En hausse

RECRUTEMENTS EN FRANCE - Les déclarations d'embauche pour des contrats de plus d'un mois ont augmenté de 7,2% en mars après deux mois consécutifs de repli, selon l'Acoss, l'organisme qui fédère le réseau des Urssaf. Sur un an, elles sont presque stables (+0,4%).

En baisse

APPLE - L'action du groupe américain a perdu 3,44% jeudi 19 avril, finissant à 587,44 dollars. Le titre a perdu 7,7% en dix jours, affecté par les révélations de l'opérateur américain Verizon : entre janvier et mars, il dit avoir vendu 25% d'iPhone de moins que le trimestre précédent.

Les cours du jour (20/04/12, 09h51)

EURO	1 euro	1,3151 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 650 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	102,75 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,13 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,97 (à dix ans)

Austérité en Europe : trop fort, trop vite?

Les économistes multiplient les appels pour favoriser la croissance et limiter la brutalité des plans de rigueur

Les économistes ont beau refaire leurs calculs, changer ici ou là un paramètre, quelque chose ne fonctionne plus. Les plans d'austérité, imposés à l'Europe du Sud, au Portugal, à l'Espagne ou à l'Italie... sont, disent-ils, intenable économiquement, socialement dangereux et fiscalement inefficaces, avec des objectifs de réduction de déficits tout simplement inatteignables.

« On arrive au bout. Maintenant, on est au bord du gouffre », résume Patrick Artus, chef économiste chez Natixis et professeur à l'École Polytechnique. Tous les experts ne sont pas aussi radicaux. Mais nombre d'entre eux pensent que la rigueur, trop brutale, entraîne les économies dans une spirale récessive minant leurs efforts de désendettement.

A tort? L'Italie, qui vient de repousser son objectif de retour à l'équilibre des comptes publics pour cause d'aggravation de la crise - la chute de son produit intérieur brut (PIB) est estimée à 1,2% cette année contre 0,4% auparavant -, tout comme l'Espagne, qui a révisé de 4,4% à 5,3% son objectif de déficit budgétaire en 2012, semblent leur donner raison.

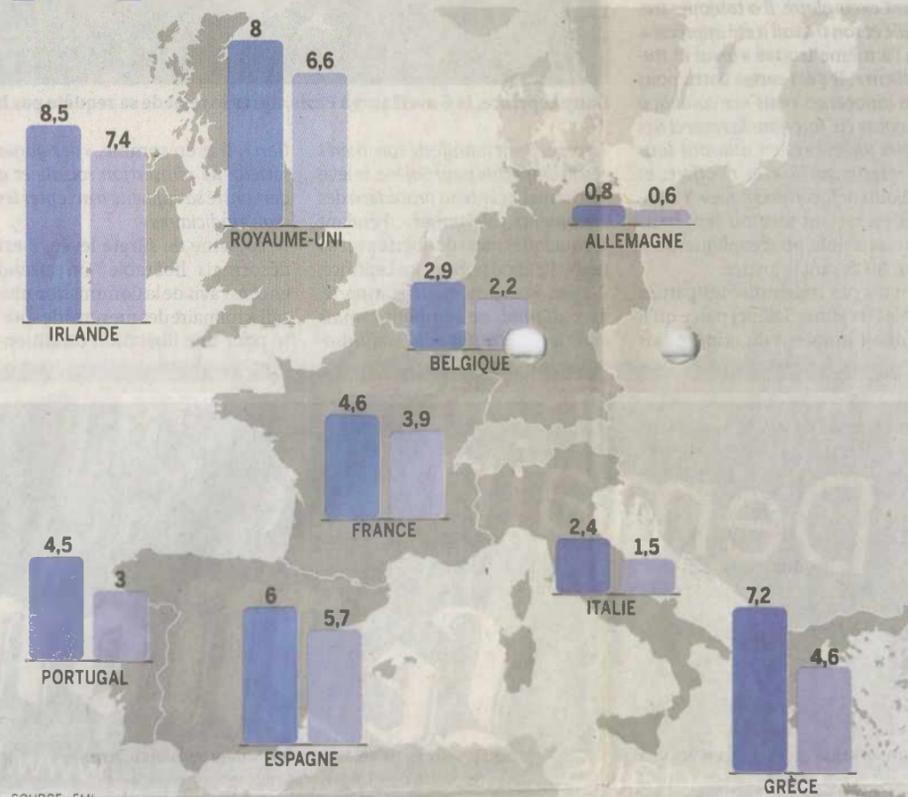
Et encore. Ces réajustements ne suffiront sans doute pas. Rares sont les experts à penser que Madrid tiendra ses promesses. « Les ministres des finances de la zone euro réclament un effort d'économies équivalent à 3,2 points de PIB, alors que l'économie se contractera de 1,5%. Par contraste, au printemps 2011, la Commission réclamait moins de 2 point de PIB, alors que la croissance devait s'accroître de +0,8% en 2011 à +1,5% en 2012 », s'étonnent, dans une note, les experts de Bank of America Merrill Lynch.

« On s'obstine pour des raisons politiques à chasser des objectifs qui nous échappent. Personne n'y croit, personne ne le souhaite. Mais

Des pays endettés et en panne de croissance

PRÉVISIONS DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE, en % du PIB

■ 2012 ■ 2013



SOURCE : FMI

« on y va quand même ». C'est absurde », s'alarme Daniel Cohen, professeur d'économie à l'École normale supérieure. Poursuivre dans cette voie, ajoute-t-il, serait risquer une implosion de la zone euro, poussant les pays à sortir de l'union monétaire pour éviter la ruine de leurs économies et la colère de leur population.

Echapper à un tel sort est encore possible. Des solutions existent. La plupart des experts suggèrent notamment d'abandonner ces

plans d'austérité annuels aux objectifs trop sévères, pour des programmes pluriannuels, construits en bonne entente avec Bruxelles, avec des objectifs raisonnables, quitte à être moins ambitieux. « Pour une fois, on pourrait s'inspirer de la Chine et de ses plans quinquennaux », plaisante Steen Jakobsen, économiste chez Saxo Bank, qui redoute en Espagne et même en France, une explosion sociale sur fond d'aggravation du chômage.

M. Artus va un peu plus loin en proposant de renforcer le rôle de la Banque centrale européenne (BCE), afin de réduire le coût du crédit dans les pays en crise. Comment? En menant une politique monétaire expansionniste qui lui permettrait de racheter massivement des emprunts d'Etat pour en faire baisser les taux. « Les politiques de consolidation fiscale qui ont réussi en Suède ou au Canada ont été aidées par les politiques monétaires », rappelle-t-il.

PRÉVISIONS DE CROISSANCE DU PIB, en %



De l'avis des experts, les marchés peuvent accepter ce compromis. Un plan d'austérité crédible et respecté vaut mieux, disent-ils, que des programmes audacieux sans cesse revisités.

Mais il faudrait pour cela convaincre Bruxelles et surtout l'Allemagne. A ce stade, les dirigeants européens tentent encore de crédibiliser le dispositif mis en place au plus fort de la crise - notamment le renforcement du pacte de stabilité - afin d'améliorer la discipline collective et d'éviter les dérapages du passé.

Néanmoins, certains responsables tentent de ne pas occulter le soutien à la croissance et des propositions commencent à s'ébruiter. Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques, vient ainsi de plaider pour l'augmentation du capital de la Banque européenne d'investissement (BEI), afin de muscler ses capacités d'intervention pour financer des projets.

Son collègue à l'emploi, Laszlo

Andor, a, de son côté, identifié trois gisements d'emplois à privilégier, l'environnement, les technologies numériques et le secteur de la santé, et veut faciliter la mobilité des chômeurs, pour les inciter à postuler dans les pays, comme l'Allemagne, où existe une pénurie de main-d'œuvre.

Privilégier la solidarité

Encore embryonnaires, les réflexions pourraient s'accroître en cas d'arrivée au pouvoir de François Hollande. Le candidat socialiste à la présidence française a, de fait, annoncé son souhait d'adopter un volet « croissance » au pacte budgétaire signé le 2 mars par vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement. Pacte initié par la chancelière allemande Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy. « M. Hollande a complètement raison et il sera soutenu par Mariano Rajoy [chef du gouvernement espagnol] et Mario Monti [président du Conseil italien] », prédit déjà M. Artus.

Reste à régler le cas de l'Allemagne. Le champion de l'Europe, aux finances irréprochables, peut-il déroger à ses principes d'orthodoxie? Rien d'impossible, car le pays est plus divisé qu'on le dit. Jeudi 19 avril, à l'occasion de la présentation officielle de leurs prévisions de printemps, les cinq principaux instituts de conjoncture allemands n'ont d'ailleurs pu masquer leurs divergences.

Deux d'entre eux appellent même la BCE à jouer un rôle de « prêteur en dernier ressort » des Etats, au grand dam des faucons de la Bundesbank (la banque centrale allemande). Quant à l'opposition sociale-démocrate et aux Verts, ils veulent eux aussi compléter les plans de rigueur par des mesures favorisant la croissance.

Gerhard Schröder, auteur du « miracle allemand » grâce aux réformes qu'il a initiées dans le pays, a aussi fait la leçon à ses compatriotes. « La Grèce, dit-il, ne peut pas générer par elle-même de la croissance ». Approuvant l'idée de M. Hollande de compléter le pacte fiscal, l'ancien chancelier propose d'utiliser une partie des fonds consacrés à la politique agricole commune pour mettre en place une politique industrielle commune. Un appel à privilégier la solidarité sur l'austérité? ■

CLAIRE GATINOIS, FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN) ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

Quand Stiglitz et Krugman s'en prennent à l'Allemagne

Les partisans de la rigueur allemande n'ont pas eu la tâche facile lors du séminaire, organisé du 12 au 14 avril à Berlin, de l'Institute For New Economic Thinking, un organisme financé par George Soros. Outre les propos de celui-ci, répétant dans la presse que la Bundesbank est en train de tuer l'euro, plusieurs intervenants ont critiqué la politique allemande.

Il y a d'abord eu Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, qui, sans nommer l'Allemagne, a indiqué que « le débat sur le rythme et le niveau de redressement des comptes va continuer, mais, maintenant, la plupart des gouvernements et des organisations internationales sont d'accord sur un point : nous ne ramènerons pas la confiance et la croissance seulement en imposant l'austérité ».

Quelques heures plus tard, le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a été encore plus clair. « L'instabilité globale est autant, voire davantage, le résultat du comportement des pays qui ont un excédent commercial que des pays qui ont un déficit commercial. » Non seulement les premiers « n'ont aucune raison de s'indigner, mais suggérer que les autres doivent les imiter est impossible puisque tout

le monde ne peut pas avoir des excédents ». Pour lui, « quelles que soient leurs raisons, les pays excédentaires imposent des coûts aux autres et la persistance de ces surplus a des conséquences qui ne sont pas soutenables ».

La palme de la sévérité est revenue à l'Allemand Heiner Flassbeck, économiste en chef à la Cnuced, l'agence de l'ONU pour le commerce mondial et le développement. Pour lui, Berlin fait la même erreur avec les pays de la zone euro que les vainqueurs de la première guerre mondiale ont faite avec l'Allemagne, en exigeant des réparations trop lourdes. « Si vous ne leur donnez pas les moyens d'avoir des surplus, ils ne peuvent pas rembourser leurs dettes. Dans une union monétaire, la seule solution qu'ils ont est de ne pas rembourser leurs dettes ou de sortir de l'union monétaire. »

Et les dirigeants allemands n'ont pas fini d'en entendre. Quelques jours avant la rencontre des ministres des finances du G20 à Washington, l'économiste Paul Krugman estimait dans le *New York Times* (15 avril) que « les leaders européens sont en train de provoquer le suicide économique de l'ensemble du Continent ». ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (BERLIN, CORRESPONDANT)

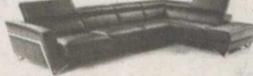
mobeco

Détaillant-grosiste vend aux particuliers les grandes marques "au meilleur prix"

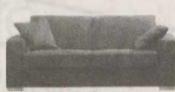
MATELAS - SOMMIERS
CANAPÉS - SALONS - CLIC-CLAC



TEMPUR



CONVERTIBLES
POUR COUCHAGE QUOTIDIEN



DIVA - CASANOVA - BUROV - DESIGNERS GUILD
NEOLOGY - NICOLETTI - LELEU - MARIÉS CORNER - ETC...

TRECA - TEMPUR - SIMMONS - PIRELLI
DUNLOPILLO - BULTEX - EPEDA - ETC...

Livraison gratuite sur toute la France
Réglez en 10 fois sans frais

50 av. d'Italie 75013 PARIS | 148 av. Malakoff 75116 PARIS | 247 rue de Belleville 75019 PARIS

01 42 08 71 00 7j/7

www.mobeco.com leader de la vente en ligne



COLOMBE SCHNECK
Samedi 15h
Les liaisons heureuses

Avec la chronique de Raphaëlle Rérolle du journal *Le Monde*

france
inter
franceinter.fr